

LIVRE BLANC

Les énergies renouvelables



Lefebvre Dalloz
COMPÉTENCES



TOOVALU





PAROLE D'EXPERT

Pierre-Adrien DUBROCA et Lucie PAITIER

« Les acteurs du secteur des Énergies Renouvelables (ENR) font face à une complexité juridique croissante qui impacte chaque étape de leurs projets ».

Nous avons échangé avec Pierre-Adrien Dubroca et Lucie Paitier, Avocats en droit de l'énergie à propos du cadre juridique et administratif des énergies renouvelables.

Les défis juridiques pour les acteurs du secteur des énergies renouvelables

Les acteurs du secteur des Énergies Renouvelables (ENR) font face à une complexité juridique croissante qui impacte chaque étape de leurs projets. Les lois en matière d'urbanisme et de protection environnementale évoluent régulièrement ; les développeurs doivent impérativement anticiper et adapter leurs projets en permanence.

Obtenir les autorisations nécessaires constitue un parcours semé d'embûches. Les délais d'instruction sont longs, et les procédures impliquent de nombreux acteurs (préfets, collectivités locales, services environnementaux, etc.). Comme nous l'a expliqué Lucie, l'agrivoltaïsme par exemple, est particulièrement concerné par ces difficultés : les projets doivent à la fois respecter la réglementation agricole et répondre aux critères spécifiques des installations photovoltaïques.

Les contrats liant les différentes parties prenantes (investisseurs, exploitants, collectivités) doivent être minutieusement rédigés pour éviter toute insécurité juridique. Pierre-Adrien insiste sur l'importance des

contrats EPC (Engineering, Procurement and Construction), qui fixent les responsabilités de chaque acteur ainsi que la sécurisation du prix du projet. Mal encadrés, ces contrats peuvent générer des surcoûts importants en cas de litige.

Un énorme défi aujourd'hui réside dans le raccordement au réseau. Un projet ENR ne peut fonctionner sans être raccordé au réseau électrique. Pourtant, l'accès aux infrastructures publiques (gérées par ENEDIS ou RTE) est parfois limité. Les délais de raccordement peuvent ralentir considérablement la mise en service des installations. Une réforme des Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité (TURPE) est attendue en 2025 pour fluidifier ce processus.

Enfin, le secteur des ENR fait face à une multiplication des recours en justice. Les projets éoliens, notamment, sont fréquemment attaqués par des associations ou des riverains opposés aux implantations. Ces recours allongent les délais et ajoutent une incertitude juridique pesant sur la rentabilité des projets.

Les incitations à la réalisation de projets durables

Le principal outil d'incitation repose sur les tarifs d'achat garantis et les compléments de rémunération. L'État propose différents dispositifs, selon la puissance des installations et leur nature. Des subventions existent également, notamment via les fonds européens (FEDER) ou les aides régionales. Pour encourager les projets respectueux de l'environnement, les appels d'offres publics intègrent désormais des critères de durabilité. L'objectif est de favoriser des installations ayant un faible impact écologique, utilisant des matériaux recyclables ou contribuant à la biodiversité. Certaines exonérations fiscales sont mises en place pour alléger la charge des porteurs de projets.

Par exemple, des communes proposent une exonération partielle de la taxe foncière pour les installations photovoltaïques en toiture.

Il existe des programmes d'accompagnement comme « Territoires à Énergie Positive » qui constituent un appui technique et financier aux collectivités souhaitant développer des ENR sur leur territoire.

L'impact du foncier sur les projets d'énergies renouvelables

Le foncier est un enjeu clé dans le développement des ENR. Avec la multiplication des projets, la disponibilité des terrains devient un véritable défi. La loi ZAN impose une limitation stricte de l'artificialisation des sols, rendant plus difficile l'implantation de nouvelles infrastructures énergétiques. Les porteurs de projets se tournent vers des terrains déjà dégradés (friches industrielles, parkings, toitures).

Les défis de l'acceptabilité sociale

Le développement des énergies renouvelables ne repose pas uniquement sur des enjeux techniques, financiers ou juridiques. L'adhésion des citoyens, des collectivités et des acteurs locaux est essentielle pour la réussite des projets. Les installations d'énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse) peuvent rencontrer des oppositions locales liées à des préoccupations environnementales (impact sur la biodiversité, paysages) ou économiques (valorisation du territoire, nuisances potentielles). Une communication claire et transparente est nécessaire pour expliquer les enjeux, les retombées économiques locales et les garanties mises en place pour minimiser les impacts négatifs. Lucie et Pierre-Adrien soulignent que l'acceptabilité sociale est un élément clé pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables. Sans l'adhésion des territoires, les projets risquent de rencontrer des blocages administratifs et politiques.

Les évolutions juridiques dans le domaine des énergies renouvelables

Les réformes législatives récentes et à venir modifient en profondeur les règles encadrant les ENR. Parmi les points clés abordés par Pierre-Adrien et Lucie :

- L'accélération des procédures d'autorisation pour certains projets.
- La réforme des Tarifs d'Utilisation des Réseaux électriques (TURPE) en 2025.
- Le renforcement des exigences environnementales et paysagères.

Ces évolutions nécessitent une veille juridique constante pour anticiper leurs impacts sur les projets en cours. Les évolutions juridiques sont très fréquentes et nombreuses face à une transition énergétique en pleine accélération.

La formation comme préparation aux évolutions juridiques

Face à un cadre réglementaire évolutif, la formation devient un levier essentiel pour les professionnels du secteur. Des modules spécialisés sont mis à disposition des développeurs pour les aider à mieux maîtriser les obligations juridiques et administratives.